

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

ORGANISME :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE SEINE ET MARNE

(CPAM 77)

**Rue des Meuniers
77950 RUBELLES
France**

Objet de l'accord-cadre :

Travaux de rénovation des sols et murs

Accord-cadre n° 2025PA003

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 – Périmètre et Modification d'intervention	4
1.3 - Caractéristiques des travaux	5
1.4. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX	5
1.3 – Plan de prévention.....	5
ARTICLE 2 – MODALITES D'EXECUTION	6
2.1 – Généralités.....	6
2.2 – Qualités des produits attendus.....	7
ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX DE POSE ET DEPOSE DES REVETEMENTS DE SOL	7
3.1 – Protection de la zone chantier.....	7
3.2 – Dépose de l'existant	8
3.3 – Préparation des sols	8
3.4 – Pose des nouveaux revêtements de sol courant.....	8
3.6 – Pose des nouveaux revêtements de sol pour les circulations.....	8
3.7 – Pose des nouveaux revêtements de sol escalier	8
3.8 – Pose nez de marche	9
3.9 – Bande adhésive contrastée sur les contres marches	9
3.10 – Bande de guidage podotactile.....	9
3.11 – Bande podotactile d'éveil.....	9
3.12 – Seuils de portes	9
3.13 – Couvre joint	9
3.14 – Reprise de sol	9
3.15 – Tapis de sol	9
3.16 – Nettoyage fin de chantier	9
ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX DE PEINTURES ET REVETEMENTS MURAUX	10
4.1 – Protection de la zone chantier.....	10
4.2 – Dépose des anciens revêtements muraux.....	10
4.3 – Préparation des murs.....	10
4.4 – Lessivage d'éléments conservés	10
4.5 – Pose toile de verre	10
4.6 – Pose revêtement acoustique	10

4.7 – Finition sur toile de verre	11
4.8 – Finition sur supports anciens (toile de verre existante)	11
4.9 – Finition sur bois existant	11
4.10 – Finition sur ouvrage métallique	11
4.11 – Peinture de sol.....	11
4.12 – Peinture extérieure.....	11
4.13 – Finitions diverses	11
4.14 – Signalétique.....	11
4.15 – Protection murale.....	11
4.16 – Film sur vitrage	12
4.17 – Habillage acoustique mural tissus ou feutre.....	12
4.18 – Nettoyage fin de chantier.....	12
ARTICLE 5 – INTERVENTION.....	12
ARTICLE 6. RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE XXX – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet de l'accord-cadre

L'objet du marché concerne la réalisation de prestations relatives aux travaux de peinture et de revêtements des sols des bâtiments de la CPAM 77

Les opérations consistent en majeure partie à :

- Assurer la dépose, la fourniture et pose de tous types de revêtement de sol sur l'ensemble des sites CPAM 77,
- Assurer la dépose et la fourniture et pose de tous types de peinture et revêtements muraux sur l'ensemble des sites CPAM 77,

Le titulaire doit se référer pour tous les chiffrages aux BPU.

En cas d'une demande de prestation non référencée dans la BPU pas le Pouvoir Adjudicateur, le titulaire aura l'obligation de fournir la fiche technique des produits ainsi que la facture fournisseur.

1.2 – Périmètre et Modification d'intervention

La liste des locaux objets des prestations peut faire l'objet de modifications en cours d'exécution de l'accord-cadre, selon les besoins, par retrait ou adjonction de locaux en région seine et marnaise, sans qu'il soit nécessaire de passer un/des avenant(s).

Préalablement à tout ajout de site une visite préalable sera organisée par la CPAM 77 avec le Titulaire.

Informations générales sur les sites						
Site	Nom du site	Nombre de bâtiments	Horaires d'ouvertures	Adresse	Code postal	Surfaces totales SHON
Site 1	RUBELLES	1	7h30 - 21h	200, rue des Meuniers	77951	11182
Site 2	MEAUX	1	7h30 - 21h	Avenue de la Concorde	77100	1803
Site 3	MELUN	1	7h30 - 21h	Cours de la Reine	77028	1534
Site 4	BUSSY-SAINT-GEORGES	1	7h30 - 21h	2, rue Raoul Follereau	77605	2317
Site 5	VEVEUX LES SABLONS	1	7h30 - 21h	2, rue clos aux Ministres	77250	1828
Site 6	COULOMMIERS	1	7h30 - 21h	3-5, rue Guy Moquet	77120	1857
Site 7	LOGNES	1	7h30 - 21h	24, rue de la Maison Rouges	77185	752
Site 8	MONTEREAU FAULT YONNE	1	7h30 - 21h	1 avenue du Général de Gaulle	77130	262
Site 9	PROVINS	1	7h30 - 21h	4, rue du Général Delort	77350	901
Site 10	LE MEE SUR SEINE	1	7h30 - 21h	399, rue Aristide Briand	77581	1210

1.3 - Caractéristiques des travaux

Les types des travaux pour le patrimoine immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-et-Marne sont listés au Bordereau de Prix Unitaire.

Les bâtiments de Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne sont classés en **code du travail** et **ERP 5^{ème} catégorie type W** pour les agences d'accueil.

1.4. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX

Le Titulaire est réputé avoir, avant la remise de son offre, procédé sur les sites de la CPAM 77 la reconnaissance des existants et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération ne soit exhaustive ou limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation,
- L'état de vétusté de certains éléments existants le cas échéant,
- La nature des matériaux constituant les existants,
- Origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou au contraire par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur l'accord-cadre,
- Avoir pris connaissance de tous documents utiles à la réalisation des travaux,
- Avoir pris connaissance des conditions physiques et climatiques et des sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès aux abords, à la topographie et à la nature des terrains ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communications et transports, stockage des matériaux, énergie électrique, eau, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.,
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents de la procédure de marché public,
- Avoir pris connaissance de la situation et de l'état des locaux, des installations existantes, du passage des fluides existants ainsi que des contraintes d'accès, de circulation et d'environnement.

Et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût. L'offre du Titulaire sera réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre tous les travaux nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

En résumé, du fait de la visite des lieux, y compris abords et accès, et de la description non exhaustive et non limitative du présent accord-cadre, le Titulaire ne pourra arguer d'un manque de concordance, d'une omission ou d'une imprécision dans la configuration des ouvrages et est donc réputé avoir connaissance de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1.3 – Plan de prévention

Cadre réglementaire : **Les articles R. 4511-1 et suivants du Code du travail encadrent les interventions d'entreprises extérieures et fixent les obligations applicables aux différents employeurs. Ils sont précisés par la circulaire DRT n° 93-14 du 18 mars 1993. Cette réglementation vise d'une part à renforcer la**

prévention des risques de co-activité liés à l'intervention d'entreprises extérieures par le biais de dispositions destinées à détailler les obligations des employeurs concernés en matière de sécurité et d'autre part, à faciliter l'exercice des missions dévolues aux représentants du personnel.

L'entreprise utilisatrice doit faire procéder, préalablement à l'exécution de l'opération, à une inspection commune (art. R. 4512-2 et R. 4512-3 du Code du travail) :

- des lieux de travail,
- des installations qui s'y trouvent,
- des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures.

Toutes les entreprises, sous-traitants compris, concourant à l'exécution d'une même opération doivent participer simultanément à l'inspection commune préalable afin d'assurer leurs informations réciproques.

L'objectif est de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, installations et matériels de la ou des entreprises extérieures et de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne. Il permet d'identifier l'ensemble des risques associés à l'intervention de l'entreprise extérieure, les moyens de prévention et les responsabilités associées. Il précise également toutes les informations utiles au bon déroulement de l'opération.

Au préalable de toutes interventions, l'entreprise utilisatrice en lien avec l'entreprise extérieure doit effectuer une analyse préliminaire des risques en vue de l'élaboration du plan de prévention. Celui-ci intègre les contraintes et spécifications de l'établissement en relation avec les interventions réalisées par l'entreprise extérieure. Ces documents sont à remettre signés au pouvoir adjudicateur avant tout démarrage de chantier.

Si les travaux demandés par le pouvoir adjudicateur à l'entreprise extérieure font l'objet d'un chantier clos et indépendant ou si deux entreprises interviennent simultanément sur le même chantier, le pouvoir adjudicateur missionne un coordonnateur CSPS pour l'exécution de l'opération. A ce titre le titulaire devra transmettre tout document nécessaire demandé par le coordonnateur SPS.

ARTICLE 2 – MODALITES D'EXECUTION

2.1 – Généralités

Le présent marché concerne des travaux de rénovation des sols et murs sur l'ensemble du patrimoine immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine et Marne.

Les prestations demandées s'entendent en dépose, évacuation et de recycler, après chaque intervention (un bordereau des déchets peut être demandé par le PA), fourniture, pose et finition complète (y compris toutes quincaillerie et accessoires de finition). L'entrepreneur devra prévoir toutes sujétions lui permettant d'effectuer une prestation dans les règles de l'art

Les travaux sont réalisés soit par phase soit par emprise complète de la zone à rénover. Le phasage des travaux est à organiser avec le Pouvoir Adjudicateur.

L'entrepreneur sera tenu de veiller au strict respect des règles de l'art s'appliquant aux travaux de sa spécialité et plus particulièrement au cahier des charges DTU et CCTG ainsi qu'aux règles professionnelles et prescriptions liées aux avis techniques du CSTB, etc.

Le Titulaire se réfère aux Règlements de Construction et aux Normes Françaises en vigueur à la date du marché.

A la notification du titulaire, celui-ci doit faire parvenir au pouvoir adjudicateur tous les nuanciers et collection en cours du fabricant (revêtement de sol de chez Tarkett, gerflor ou similaire, nez de marche, dalle textile, toile de verre, toile vinylique et textile Texdecor ou similaire...).

Pour l'ensemble des travaux, les marques et produits spécifiés peuvent être remplacés par des matériaux rigoureusement similaire. Dans ce cas les fiches « fabricant » doivent être fournies dans le dossier mémoire technique et validées par le Pouvoir Adjudicateur.

2.2 – Qualités des produits attendus

Les fournitures objet de l'accord-cadre doivent être conformes aux normes françaises et européennes homologuées en vigueur à la date de passation de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de faire évoluer ses gammes en fonction de l'évolution de cette réglementation en s'assurant que les équipements ainsi que les essais de contrôle et de réception doivent satisfaire aux normes en vigueur dans le domaine. Toute nouvelle référence fera l'objet d'une présentation pour validation d'une fiche technique auprès du service technique et prévention de la CPAM 77

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX DE POSE ET DEPOSE DES REVETEMENTS DE SOL

3.1 – Protection de la zone chantier

Au préalable de chaque dépose, une protection par film devra être mise en place pour chaque mobilier, corps de chauffe et tout autre élément susceptible d'être souillé. Il conviendra également de protéger la zone chantier des lieux mitoyens restant en activité par les utilisateurs CPAM y compris le déplacement des mobiliers.

3.2 – Dépose de l'existant

Dépose de tous sols existants (sol courant ou escalier en pvc ou textile) avec grattage des fonds. Ces matériaux seront triés pour recyclage et évacuation en déchèterie y compris accessoire, seuil, couvre joint, nez de marche etc...

3.3 – Préparation des sols

La préparation des sols comprend le ragréage des sols et la pose d'un primaire d'accroche.

Obligation de s'aligner avec les sols existants

3.4 – Pose des nouveaux revêtements de sol courant

Après préparation de sols, fourniture et pose d'un revêtement de sol en PVC ou textile,

Classification sol pvc : U4P3E2C2 (M4)

Classification sol textile : NF EN ISO 10874

Classement d'usage EN 1307 33 Usage commercial intensif

Chaise à roulettes EN 985 Usage intensif

Absorption acoustique ISO 354

Réduction du bruit du choc Lw ISO 10140

Réaction au feu EN 13501-1 (M4)

Certifié GUT

Les matériaux mis à disposition (PVC ou textile) devront répondre en matière de sécurité à la réglementation applicable aux ERP et ERT. Les matériaux en dalles ou en lés seront par ailleurs, du fait de leur constitution, fongistatiques et bactériostatiques à titre permanent.

Le calcul des calepinages sont dus par le présent marché.

3.6 – Pose des nouveaux revêtements de sol pour les circulations

Fourniture et pose d'un revêtement de sol PVC en dalle amovibles (queues d'aronde) type GTI max classé U4P4S de chez gerflor ou équivalent, glissance R10, Classement feu.

3.7 – Pose des nouveaux revêtements de sol escalier

Fourniture et pose d'un revêtement de sol PVC hétérogène acoustique, destiné à revêtir en continuité les escaliers intérieurs, d'une épaisseur totale de 3,50 mm, en lés, certifié QB UPEC A+ et classé U4 P3 E2 /3 C2, du type Tapiflex Escalier ou équivalent.

Fourniture et pose de profil de finition PVC à clip assurant une finition parfaite de la marche et contre marche.

3.8 – Pose nez de marche

Fourniture et pose de nez de marche rainuré PVC collé rapporté, anti dérapant.

3.9 – Bande adhésive contrastée sur les contres marches

Fourniture et pose de bande adhésive contrasté sur la première et dernière contre marche de chaque palier

3.10 – Bande de guidage podotactile

Fourniture et pose de bande guidage linéaire rainuré pour intérieur et extérieur Conforme NF P98-352

3.11 – Bande podotactile d'éveil

En haut et bas d'escalier, fourniture et pose adhésive de bande podotactile d'éveil à la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile.

3.12 – Seuils de portes

Ils seront en métal (inox ou aluminium), extra plat, de largeur suffisante, fixation par vis de préférence (selon support) et parfaitement adaptés au changement de type de sol

3.13 – Couvre joint

Fourniture et pose de joints de dilatation intégrés aux sols, réalisés en aluminium anodisé mat, extra plat, de largeur suffisante, fixation par vis de préférence (selon support).

3.14 – Reprise de sol

Reprise de sol aux droits de cloisons déposées et toutes autres reprises nécessaires avec réparations et ragréage si nécessaire avec une finition adaptée en fonction des sols

3.15 – Tapis de sol

Fourniture de tapis de sol avec surface fibre en polypropylène, résistant aux taches et antidérapant avec bordure PVC.

3.16 – Nettoyage fin de chantier

Un nettoyage de fin de chantier à effectuer par tous moyens afin de rendre la zone propre à l'utilisation, enlèvement de toutes les protections de la zone chantier et remise en place de l'ensemble des mobiliers déplacés.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX DE PEINTURES ET REVETEMENTS MURAUX

Les peintures employées en intérieur seront de type aqueux sans solvants ni odeurs (taux de composants organiques volatils : 0%) et doivent bénéficier d'un label européen ECOLABEL

Les peintures doivent présenter une bonne résistance dans le temps et doivent être lessivables.

Les peintures glycérophthaliques employées devront être de type en phase aqueuse.

Les peintures utilisées doivent être de nature adaptée à leurs supports.

Les revêtements muraux doivent être fabriqués sans phtalates, avec des encres et vernis sans solvant, garantissant un impact environnemental réduit et une amélioration de la qualité de l'air

Les revêtements muraux doivent répondre en matière de sécurité à la réglementation applicable aux ERP et ERT.

4.1 – Protection de la zone chantier

Au préalable de chaque dépose, une protection par film devra être mise en place pour chaque mobilier resté sur place (bureau, ordinateur, armoire, chaise...), corps de chauffe et tout autre élément susceptible d'être souillé également de protéger la zone chantier des lieux mitoyens restant en activité par les utilisateurs.

4.2 – Dépose des anciens revêtements muraux

Dépose de tous types d'anciens revêtements muraux avec évacuation.

4.3 – Préparation des murs

Réalisation des travaux de préparation des fonds de murs : égrenage, grattage des parties non adhérentes, rebouchage, ratissage, ponçage, époussetage, lessivage, enduit repassé sous couche et toute autre préparation nécessaire permettant une finition impeccable.

4.4 – Lessivage d'éléments conservés

Réalisation d'un lessivage soigné de corps de chauffe (radiateur), d'ensemble de menuiseries extérieures et leur vitrage, de goulotte PVC avec au préalable un époussetage, lessivage de revêtement de cloison modulable ainsi que les montants métal laqué.

4.5 – Pose toile de verre

Fourniture et pose de toile de verre (structure au choix du maître d'ouvrage et validation après fourniture d'échantillons).

4.6 – Pose revêtement acoustique

-Revêtement mural vinyle acoustique (de chez texdecor ou équivalent)

Fourniture et pose d'un revêtement mural acoustique en vinyle alpha w 0.25, en PVC teinté en masse, avec une double enduction micro perforée sur une nappe tissée acoustique. Lessivable et brossable, très résistant aux chocs et griffures. Mise en œuvre par simple encollage du mur et un affichage des lés bords à bord.

(décor et coloris au choix du maître d'ouvrage et validation après fourniture d'échantillons)

-Revêtement mural acoustique textile (de chez texdecor ou équivalent)

Fourniture et pose d'un revêtement mural acoustique textile en suédine polyester contrecollé sur une mousse polyuréthane, alpha 0.30.

Mise en œuvre par un encollage du mur et un affichage des lés bords à bord.

Livré avec un film de protection de surface, il sécurise la pose et la livraison du chantier.
(décor et coloris au choix du maître d'ouvrage et validation après fourniture d'échantillons)

4.7 – Finition sur toile de verre

2 couches croisées (minimum) de peinture acrylique (plusieurs coloris possibles avec validation après fourniture de nuancier).

4.8 – Finition sur supports anciens (toile de verre existante)

Peinture acrylique en deux couches croisées après préparations légère du support (dépoussiérage, bouchage et camouflage de trous de fixation, recollage, raccords toile de verre).

4.9 – Finition sur bois existant

Blocs portes, champlats, plinthes, cimaise..., seront peintes selon demande du maître d'ouvrage
Ponçage, 2 couches de peinture acrylique pour support bois y compris travaux préparatoire (plusieurs coloris possibles avec validation après fourniture de nuancier).

4.10 – Finition sur ouvrage métallique

Blocs portes, couvre joint de cloison modulaire, alimentation de radiateurs, canalisations plomberie...
Grattage, écaillage, dégraissage, couche primaire de renforcement en peinture anticorrosion, et deux couches de peinture spéciale métal y compris tous travaux préparatoires complémentaires et nécessaires.

4.11 – Peinture de sol

Après nettoyage, brossage, lessivage de sol brut, rebouchage et enlèvement de balèvre, fourniture et pose d'une impression à base de résine époxy et application au rouleau de deux couches de peinture résine époxydique antidérapante (plusieurs coloris possibles avec validation après fourniture de nuancier).

4.12 – Peinture extérieure

Toutes sujétions de préparations conformément aux règles de l'art sur élément maçonné, métallique.
Fourniture et application de 2 couches de peinture pliolite sur élément maçonné
Fourniture et application de 2 couches de peinture fer et anti rouille.

4.13 – Finitions diverses

Fourniture et pose de cornières d'angle PVC ou alu laqué pour angle sortant de cloison.

4.14 – Signalétique

Plaque de porte 150 mm (L) x 150 (H) x 2 mm (e) à coller avec pictogramme
Porte-étiquette en plexi glass pour des bureaux

4.15 – Protection murale

Fourniture et pose de panneau de protection et d'habillage (de type Decochoc de SPM ou équivalent) en PVC rigide antibactérien, classement au feu ; collé sur toute la surface avec une colle suivant préconisation du fabricant et coloré dans la masse. Surface légèrement texturée et matifiée, épaisseur de 2 mm.

Coloris : au choix du maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

4.16 – Film sur vitrage

Fourniture et pose de film opaque adhésif lessivable type vitrophanie ou équivalent avec décor ou unis.

Coloris : au choix du maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

Pose film soit pour porte vitrée et cloison vitrée

- Soit pour vitrage de fenêtre avec traitement UV
- Soit en bande de contraste adhésive pour déficience visuelle (à 1.10 m (hauteur) et 1.30 m largeur 5cm)

4.17 – Habillage acoustique mural tissus ou feutre

Fourniture et pose d'habillage acoustique muraux par panneaux acoustique, afin de corriger l'acoustique d'une pièce et donner une note de décoration (de type ECHOJAZZ ou similaire). Coloris à définir suivant gamme du fabricant. Epaisseur 20 mm.

Respect du classement de réaction et de résistance au feu

Fixation murale soit plaqué au mur ou ventousé sur paroi vitrée

Un plan de calepinage devra être proposé et validé par la CPAM 77.

4.18 – Nettoyage fin de chantier

Un nettoyage de fin de chantier à effectuer par tous moyen afin de rendre la zone propre à l'utilisation.

Le nettoyage comprend :

Lessivage soigné de l'ensemble des fenêtres et vitrage

Lessivage des corps de chauffe

Lessivage des goulottes existante et perche

Dépoussiérage générale des mobiliers rester en place lors du chantier.

ARTICLE 5 – INTERVENTION

5.1 - Période d'intervention

L'exécution des travaux a lieu en heures de bureaux de 8h30 à 17h00 du lundi au vendredi.

En cas de présence d'agents CPAM sur les lieux de travaux bruyants ou de forts empoussièrement, il conviendra de prévenir le Pouvoir Adjudicateur au moins 72h à l'avance par mail et après autorisation du Pouvoir Adjudicateur. Les travaux peuvent également être réalisés de 17h00 à 20h30 ainsi que les samedis. Les frais relatifs à ces aménagements sont à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de retard d'exécution de travaux, le Titulaire peut travailler les samedis ou en dehors des horaires indiqués ci-dessus. Les éventuels frais (gardiennage du site, intervention de la société de télésurveillance ou autre...) sont à la charge du Titulaire et ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire ou indemnité.

5.2 - Accès et consignes

Afin de permettre au Titulaire d'effectuer ses prestations, le Pouvoir Adjudicateur s'engage à lui permettre l'accès aux locaux concernés par les travaux.

A cet effet, les techniciens du Titulaire doivent se présenter, avant tout début d'exécution, au responsable du site afin d'annoncer leur arrivée sur les lieux.

Ils doivent également porter, de manière visible, une indication de leur appartenance à la société du Titulaire.

Le Titulaire doit assurer et faire observer à son personnel tous les règlements et consignes particulières de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-et-Marne.

Il est par ailleurs tenu :

- d'observer les consignes de sécurité en vigueur à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-et-Marne,
- de demander les autorisations nécessaires pour effectuer des soudures (délivrance d'un permis de feu) ou manipuler des matières dangereuses.

L'inobservation de ces consignes peut entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 7 du présent marché.

5.3 - Hygiène et sécurité

Les prestations dues au titre du présent accord cadre doivent être exécutées dans le respect des dispositions R237-1 à R237-9 du code du travail.

Le titulaire pourra se faire communiquer les DTA amiante de chaque site faisant l'objet d'une intervention auprès des services techniques de la CPAM.

5.4 – Devis et ordre de service

Le Pouvoir Adjudicateur prend contact avec le Titulaire afin de convenir d'un rendez-vous pour visiter le site concerné et estimer les surfaces relatives aux travaux à effectuer.

Le devis est établi en fonction des prix inscrits sur l'Acte d'Engagement et le bordereau de prix unitaire pour chacun des lots. Le Titulaire dispose de 5 jours ouvrés, après sa visite, pour établir son devis, sous peine de pénalités.

Un ordre de service établi par le pouvoir adjudicateur est ensuite envoyé au titulaire comportant principalement les renseignements suivants :

- La référence de l'accord cadre,
- Le lieu d'intervention,
- La désignation des prestations à réaliser,
- La quantité,
- Le prix unitaire correspondant à chaque quantité,
- Le total hors taxes,
- Le montant toutes taxes comprises.

Un ordre de service peut être établi le dernier jour de validité de l'accord cadre.

5.5 - Délais d'exécution

A réception de l'ordre de service, le Titulaire a cinq (5) jours pour adresser le planning d'exécution des prestations pour validation du Pouvoir Adjudicateur et 10 jours à la validation du pouvoir adjudicateur pour débiter les travaux. En cas de problème d'approvisionnement, le Titulaire avertit le Pouvoir Adjudicateur et fournit des justificatifs. Si ce délai n'est pas respecté, le Titulaire encourt une pénalité prévue à l'article 7.

. CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les contrôles complets d'ouvrages ou parties d'ouvrages seront assurés, périodiquement et en cours de travaux, par la CPAM 77 sans qu'ils ne soient opposables par le Titulaire, éventuellement assisté de toutes personnes de son choix (personnel même du Titulaire ou tierces intervenants tels que AMOE, Bureau de contrôle, etc.).

Aussi le Titulaire, est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier lorsqu'il a été dûment convoqué par la CPAM 77

5.6 – Réception des prestations

L'établissement d'un procès-verbal de réception est obligatoire au-delà d'un montant de 500 € HT. Il est établi et signé contradictoirement par le Pouvoir Adjudicateur et par le Titulaire et valide les prestations réalisées avant le paiement de la facture.

5.7 – Préparation et nettoyage de chantier

S'agissant de travaux exécutés en milieu occupé ou non occupé, le Titulaire réalise par tout moyen la protection des mobiliers et matériels exposés à d'éventuelles salissures ou empoussièrément. Les travaux sont ensuite suivis d'un nettoyage soigné de la zone et ceci sans interrompre l'activité des agents sous peine de pénalité prévue à l'article au CCAP.

ARTICLE 6. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire reste toujours responsable des matériaux qu'il met en oeuvre.

Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation,
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Le Titulaire ayant supplée, de par ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes du présent C.C.T.P, aucune réclamation après notification du présent accord-cadre ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Les divergences d'interprétation que pourraient éventuellement soulever certaines dispositions du présent C.C.T.P. (ou du bordereau des prix unitaires) seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions de la CPAM 77.

6.1. PERSONNEL DU TITULAIRE

6.1.1. GENERALITES

Le Titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre conformément aux stipulations minimales du bordereau des prix unitaires.

La qualification de tout le personnel intervenant sur les sites doit pouvoir être vérifiée par la CPAM 77.

Le Titulaire prend en charge la formation de son personnel pour mener à bien ses prestations et missions.

6.1.2. LE RESPONSABLE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est placé sous la conduite d'un responsable du Titulaire qui est l'interlocuteur direct de la CPAM 77 pour toute question afférente à l'accord-cadre.

Le responsable de l'accord-cadre à la qualité de chargé d'affaires et devra maîtriser parfaitement les aspects financiers, techniques, juridiques et organisationnels du présent accord-cadre.

Il est responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre et à des fonctions de chargé d'affaires.

Il participe à autant de réunions à la demande de la CPAM 77 dans ses locaux.

Ce responsable est présent sur convocation de la CPAM 77 ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du Titulaire.

A ce titre, le responsable de l'accord-cadre assure entre autres les missions non exhaustives et non limitative suivantes :

- Il est l'interlocuteur courant et opérationnel des représentants de la CNAM,
- Il effectue les visites de chiffrages,
- Il établit et transmet les devis,
- Il participe aux réunions et aux rendez-vous à la demande de la CNAM,
- Il effectue les prospections auprès des fournisseurs afin de répondre aux besoins exprimés par la CPAM 77, Il participe aux ouvertures, clôture et réception de chantier lorsque la CNAM le demande, Il répond à toutes les sollicitations de la CNAM relative au présent accord-cadre, Il établit les plannings de chantier, Il assure le suivi de l'exécution des chantiers confiés, Il assure le suivi financier, technique, juridique et organisationnel du présent accord-cadre.

6.1.3. LE PERSONNEL OEUVRANT

Le personnel œuvrant du Titulaire, ainsi que les postes décrits précédemment sont soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites : plan de prévention, règlement intérieur, protocole de sécurité, etc.

La CPAM 77 se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de récuser le personnel du Titulaire et demander son remplacement à tout moment ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie. Cette mesure valant également pour les postes décrits précédemment.

Le personnel du Titulaire doit disposer de l'ensemble des habilitations nécessaires à l'exercice de leur activité. Les habilitations seront transmises sur demande expresse de la CPAM 77.

6.1.4. QUALIFICATIONS DU PERSONNEL OEUVRANT

Le Titulaire met à disposition de la PAM 77 un personnel compétent et formé à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

6.1.5. TENUE DU PERSONNEL, EPC, EPI ET OUTILLAGES

Le personnel du Titulaire a l'obligation :

- De porter une tenue lui permettant d'être clairement identifié, soit par le port d'un badge, soit par le port d'un uniforme au sigle du Titulaire,
- De porter une tenue de protection adaptée à l'exécution des prestations,
- D'être équipé et d'utiliser l'ensemble de ses propres EPI et EPC en bon état d'usage (dont date limite d'utilisation et/ou vérification) nécessaire et adapté à l'exécution des prestations,
- D'être équipé et d'utiliser l'ensemble de ses propres outillages et moyens d'accès (dont date limite d'utilisation et/ou vérification) en bon état d'usage (et/ou vérifié selon cas) nécessaire et adapté à l'exécution des prestations,
- De systématiquement faire usage dès lors que la technologie le permet, de matériel et outillage de type autonome et portatif.

6.1.6. ACCES AUX SITES

Le personnel du Titulaire doit se soumettre aux règles de sécurité concernant l'accès des locaux de la CPAM 77.

Notamment, il pourra être demandé par la CPAM 77, présentation par les intervenants eux-mêmes de leur pièce d'identité, qu'ils soient ponctuels ou redondants.

Ces règles peuvent être modifiées à tout moment par la CPAM 77.

Il est par ailleurs tenu d'observer les consignes de sécurité en vigueur sur les sites.

Pour chaque intervention, et ce chaque jour de l'intervention, le Chef d'équipe et ses Compagnons devront se présenter auprès de l'interlocuteur de la CPAM 77 à leur arrivée et à leur départ.

6.1.7. DISCIPLINE DE CHANTIER

Le Titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurités propres aux sites.

Il sera demandé au personnel du Titulaire :

☒ De faire preuve de discrétion, de bienveillance et de ne pas manquer de respect aux agents CPAM 77,

Il sera interdit au personnel du Titulaire :

- D'utiliser les moyens de communication de la CPAM 77,
- De prendre des repas quelque qu'il soit à l'intérieur des locaux. Cependant il sera autorisé au personnel oeuvrant de déjeuner sur le site (à leur frais) en tenue civile propre et correcte et débarrassé de leur tenue de travail. Ces déjeuners pourront être pris uniquement dans les espaces prévus à cet effet (cafétéria et restaurant d'entreprise), que ce soit pour prendre les repas proposés ou leur propre repas,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux, qui ne seraient pas à la demande de la CPAM 77,

- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère,

POLLUTIONS EXTERNES

Le Titulaire est responsable de la pollution du sol, du sous-sol, de l'eau et de la pollution de l'air qu'il induit par ses activités.

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles incluse dans l'offre du Titulaire : arrosage des sols, nettoyage journalier des voiries et du chantier, interdiction stricte de brûlage (et notamment sur les sites).

Nota :

- Les rejets par le Titulaire des peintures, colles, enduits restants ou usagés, ou le nettoyage des outils dans les sanitaires et les rejets de ces produits dans les canalisations (EP, EU, EV) et caniveaux, dévidoirs des sites est formellement interdit et passible de pénalités le cas échéant et de réfection et/ou dégorgements aux frais du Titulaire.

CLIMATOLOGIE

En qualité de sachant technique, le Titulaire exécutera l'application des matériaux et produits selon les conditions climatologiques (températures et hygrométrie du support et de l'ambiance) requises par les DTU, règles de l'art et les préconisations des fabricants et ceci également en fonction des supports. Il appartient au Titulaire d'effectuer les mesures préalables et de signaler à la CNAM toutes les incompatibilités ou les contre-indications d'exécution.

ARTICLE XXX – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sont nécessaires au cours de leur chiffrage, les candidats doivent prendre contact avec :

André ARDIOT ou Cédric LEMAGNEN
Tél. : 06.61.73.08.59 Tél : 07.63.88.66.27

ANDRE.ARDYOT2@assurance-maladie.fr ou cedric.lemagnen@assurance-maladie.fr